

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Direction Services financiers

N° CN-2022-1724

~~- transmission en préfecture le :~~

- publié le : **19 JUIL. 2022**

- notifié le :

**ARRÊTÉ PORTANT NOMINATION DE MADAME ANOUK GIRAUD EN QUALITÉ DE
MANDATAIRE POUR LA RÉGIE ET LES SOUS-RÉGIES DE RECETTES DES
MÉDIATHÈQUES DE LA VILLE D'ANNECY POUR LA DURÉE DE SON CONTRAT**

Le Maire de la ville d'Annecy ;

VU l'Article L.2343-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique notamment l'article 22,

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

VU la décision du Maire n° 655-2018 du 28 décembre 2018, instituant une régie de recettes pour les médiathèques de la Ville d'Annecy,

VU les décisions du Maire n° 13-2019, 14-2019 et 18-2019 du 18 janvier 2019, et n° 118-2019, 156-2019 et 157-2019 du 6 mars 2019, instituant des sous-régies de recettes pour les

médiathèques de la Ville d'Annecy,

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 22 juin 2023,

VU l'avis conforme du régisseur en date du 23 juin 2023,

Vu l'avis conforme des mandataires suppléants en date du 23 juin 2023,

ARRETE

ARTICLE 1

Madame Anouk GIRAUD est nommée mandataire de la régie et des sous-régies de recettes pour l'encaissement des produits des médiathèques de la Ville d'Annecy, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans les actes de création de celles-ci.

ARTICLE 2

Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans les actes constitutifs de la régie et des sous-régies, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau Code Pénal. Il doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie et des sous-régies.

ARTICLE 3

Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'Instruction Interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs de la mairie. Ampliation en sera transmise au comptable public assignataire du Service de Gestion Comptable d'Annecy, à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie, et aux intéressées.

ARTICLE 5

Monsieur le Directeur Général des Services de la ville d'Annecy et le comptable public assignataire du Service de Gestion Comptable d'Annecy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié et/ou publié selon la procédure légale.

Le régisseur titulaire,

Amandine SALAÜN

Dater, signer précédé de la mention « Vu pour acceptation »

Le mandataire suppléant,

Estelle PIGNET

Dater, signer précédé de la mention « Vu pour acceptation »

Le mandataire suppléant,
Fabienne VOINÇON

Dater, signer précédé de la mention « Vu pour acceptation »

Le Mandataire
Anouk GIRAUD

Dater, signer précédé de la mention « Vu pour acceptation »



Signé électroniquement par :

Benjamin MARIAS

Date : 15/07/2022

Qualité : 1er Maire-Adjoint

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de la Ville d'Annecy dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

*Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble par voie postale (2 place Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble cedex) ou par voie électronique (Télérecours citoyens, www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois :
- à compter de la notification de l'arrêté ou de sa date d'affichage ou à compter de la réponse de la Ville d'Annecy, si un recours gracieux a été préalablement déposé.*